

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Cabinet du Juge militaire en chef
Quartier général de la défense nationale
Ottawa (ON) K1A 0K2



Canada

5203-3 (ACM)

Le 31 mai 2023

**POLITIQUE RÉGISSANT LA
DEMANDE D'UNE PARTIE FAITE
EN VERTU DE LA *LOI SUR LES
LANGUES OFFICIELLES*
CONCERNANT LES SERVICES
D'UN INTERPRÈTE – COURS
MARTIALES ET AUTRES
AUDITIONS JUDICIAIRES**

Référence : 5025-1 (JMCA) 24 fév 2020
– Directive régissant la demande d'une partie faite en vertu de la *Loi sur les langues officielles* concernant les services d'un interprète – cours martiales et autres auditions judiciaires

Objet de la présente politique

1. En conformité avec la référence, l'objet de cette politique de l'administrateur de la cour martiale (ACM) est de :

- a) d'une part, préciser aux parties désirant obtenir les services d'un interprète dans le cadre de l'application de la *Loi sur les langues officielles* les obligations qu'impose ce genre de demandes faites dans le but d'obtenir les services d'interprétation dans les meilleurs délais, tant sur les plans des ressources humaines, de la logistique que des finances;
- b) d'autre part, permettre l'exercice du droit d'un témoin de rendre témoignage dans la langue

DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE

Office of the Chief Military Judge
National Defence Headquarters
Ottawa, ON K1A 0K2

5203-3 (CMA)

31 May 2023

**POLICY GOVERNING THE
REQUEST MADE BY A PARTY
UNDER THE *OFFICIAL
LANGUAGES ACT* FOR AN
INTERPRETER – COURTS
MARTIAL AND OTHER JUDICIAL
HEARINGS**

Reference: 5025-1 (DCMJ) 24 Feb 2020
– Directive governing the request made by a party under the *Official Languages Act* for an interpreter – courts martial and other judicial hearings

Purpose of this Policy

1. In accordance with the reference, the purpose of this Court Martial Administrator (CMA) Policy is to:

- (a) specify to the parties who want to use the services of an interpreter in the context of the application of the *Official Languages Act* the obligations related to this type of request for securing the interpretation services as soon as practicable, from the human resources, logistical and financial perspectives; and
- (b) enable the exercise of the right of a witness to be heard in the official language of his or her

officielle de son choix lors des procédures se déroulant devant une cour martiale ou de toute autre audition judiciaire présidée par un juge militaire.

Exigences dans la coordination des demandes en vue d'obtenir les services d'interprétation – cours martiales et autres auditions judiciaires

2. Dans le but de veiller à obtenir les services d'interprétation désirés pour la période requise et de minimiser les frais reliés à la prestation de ces services, il est hautement souhaitable que la partie qui demande ces services (ci-après appelé le demandeur) fournisse d'abord à l'ACM, aussitôt que possible et au moins **30 jours ouvrables** avant la période durant laquelle les services d'interprétation seront requis, le formulaire de demande de services d'interprétation du Cabinet du juge militaire en chef dûment rempli qui figure à l'annexe A, en précisant notamment les informations suivantes :

- a) le nombre de témoins qui auront besoin des services d'un interprète;
- b) le mode d'interprétation qui sera nécessaire, soit l'interprétation simultanée, consécutive ou chuchotée;
- c) la période durant laquelle les services seront requis.

Le demandeur doit compléter et signer le formulaire et l'acheminer à l'ACM à l'une des adresses suivantes :
+CMA-ACM@CMJ@Ottawa-Hull; ou
dnd.cma-acm.mdn@forces.gc.ca.

À la réception de la demande de services d'interprétation, l'ACM en informera le

choice during proceedings at a court martial or any other judicial hearings presided by a military judge.

Requirements in coordinating requests for interpretation services – courts martial and other judicial hearings

2. To ensure that interpretation services may be secured for the periods of time required and to minimize the costs associated with the provision of these services, it is highly desirable that the party who requires these services (hereinafter called the applicant) provides first to the CMA, as early as possible and no later than **30 working days** in advance of the period of time during which interpretation services will be required, a duly completed Interpretation Services Request Form of the Office of the Chief Military Judge available at Annex A, by specifying, namely, the following information:

- (a) the number of witnesses who will require the services of an interpreter;
- (b) the mode of interpretation services that will be required, either simultaneous, consecutive or whispered interpretation services; and
- (c) the period of time during which the services will be required.

The applicant must complete and sign the form and forward it to the CMA at one of the following e-mail addresses:
+CMA-ACM@CMJ@Ottawa-Hull; or
dnd.cma-acm.mdn@forces.gc.ca.

Upon receipt of the request for interpretation services, the CMA will

juge qui a été désigné pour présider l’audition judiciaire.

3. Le demandeur qui requiert les services d’un interprète doit aussi informer, aussitôt que possible, le juge militaire qui a été désigné pour présider l’audition judiciaire, soit à la conférence de coordination ou soit à la conférence préparatoire, des informations visées par le paragraphe 2 pour lui permettre de vérifier auprès du demandeur l’information qui a été présentée.

4. Il est important de présenter le formulaire de demande de services d’interprétation aussitôt que possible et au moins **30 jours ouvrables** avant la période durant laquelle les services d’interprétation seront requis, étant donné les exigences du Bureau de la traduction sur les plans des ressources humaines, de la logistique et des finances, y compris les frais reliés à une demande de dernière minute et à ceux applicables à l’annulation d’une demande de services d’interprétation et de nature technique (Annexe B).

5. En plus des services d’interprétation demandés, le demandeur doit être conscient que pour obtenir les services d’interprétation **simultanée**, le matériel technique, y compris l’appui d’un technicien professionnel, ceux-ci doivent aussi faire l’objet d’un contrat auprès d’un fournisseur de services audiovisuels accrédité en vue de louer l’équipement d’interprétation nécessaire qui est conforme aux normes d’interprétation. Dans ce cas, l’ACM ou le(s) sténographe(s) assigné(s) à l’audition judiciaire devra (devront) identifier et obtenir les services requis dans la région où l’audition judiciaire sera tenue (voir l’alinéa 12(3)b) du *Règlement sur le Bureau des traductions*).

inform the military judge assigned to preside at the judicial hearing of the request received.

3. The applicant requesting the services of an interpreter must also inform, as early as possible, the military judge assigned to preside at the judicial hearing, either at the coordinating conference or the pre-trial conference for the judicial hearing, of the information referred to in paragraph 2 that will permit the judge to verify with the applicant the information submitted.

4. It is important to submit the Interpretation Services Request Form as early as possible and no later than **30 working days** in advance of the period of time during which the interpretation services will be required, considering the requirements of the Translation Bureau on human resources, logistical and financial perspectives, including the costs for last-minute requests and those fees applicable for cancellation of the requests for interpretation and technical services (Annex B).

5. In addition to the interpretation services sought, applicants must be aware that, for **simultaneous** interpretation services, technical equipment, including a professional technician, must also be contracted to provide an accredited audiovisual service provider to organize the rental of all necessary standard-compliant equipment. In this case, the CMA or the court reporter(s) assigned to the judicial hearing must identify and secure the required services in the area where the judicial hearing will be conducted (see paragraph 12(3)(b) of the *Translation Bureau Regulations*).

6. Afin d'obtenir efficacement les services d'interprétation, les services techniques et l'équipement requis de même que de veiller à ce que la gestion financière et opérationnelle des fonds publics soit efficace et solvable, le demandeur doit planifier et identifier ses besoins aussitôt que possible de façon à ce que l'ACM et le sténographe judiciaire assigné à l'audition judiciaire puissent prendre promptement les mesures qui conviennent.

7. À la réception du formulaire de demande de service d'interprétation du demandeur, l'ACM révisera les exigences reliées à cette demande, et si nécessaire, consultera le demandeur qui requiert ces services. L'ACM acheminera ensuite la demande de services d'interprétation au Bureau de la traduction en fournissant les informations financières requises.

8. L'ACM sera facturé pour des frais d'annulation tardifs si les services d'interprétation sont annulés dans les 16 jours ouvrables précédant l'événement prévu. Par conséquent, l'ACM devra être avisé immédiatement en cas d'annulation ou d'ajournement.

9. Dans le cas où le Bureau de la traduction modifie ou remplace l'annexe B qui figure sur le site Web officiel de ce bureau, cette annexe sera modifiée et remplacée pour les fins de cette politique.

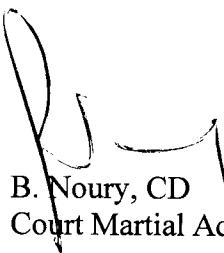
6. In order to efficiently secure interpretation services, the required technical services and equipment and to ensure effective and sound financial and operational management control of public funds are respected, an applicant is required to plan in advance and identify his or her requirements as early as possible so that the CMA and the court reporter assigned to the judicial hearing are able to take prompt and appropriate action.

7. Upon receipt of the Interpretation Services Request Form from the applicant, the CMA will review the requirements of the request and, if necessary, consult with the applicant seeking these services. Then, the CMA will send the request for interpretation services to the Translation Bureau with the required financial information.

8. The CMA will be charged for late cancellation fees if interpretation services are cancelled within less than 16 working days of the scheduled event. The CMA must therefore be advised immediately of any cancellation or adjournment.

9. Where the Translation Bureau amends or substitutes Annex B shown on its official Web site, this annex will be replaced and substituted for the purpose of this Policy.

L'Administrateur de la cour martiale



B. Noury, CD
Court Martial Administrator

Annexes

Annexe A – Formulaire de demande de services d'interprétation - Cabinet du juge militaire en chef

Annexe B – Services d'interprétation des conférences en langues officielles – Bureau de la traduction

Annexes

Annex A – Interpretation Services Request Form - Office of the Chief Military Judge

Annex B – Official Language Conference Interpretation Services – Translation Bureau